BOSCED .

Consultation publique : Renforcement proposé du régime de contrôle des exportations d'Affaires mondiales Canada

PROFIL DU RÉPONDANT

Consultation publique : Renforcement proposé du régime de contrôle des exportations d'Affaires mondiales Canada

Dans l'affirmative, à quelle fréquence?

Périodiquement, à des fins personnelles (p. ex. expéditions de chasse

Moins de 10 fois par année

Entre 10 et 50 fois par année

Entre 51 et 100 fois par année

Plus de 100 fois par année

Amérique du Nord

Veuillez indiquer les pays vers lesquels vous exportez des marchandises et technologies contrôlées (cochez toutes les réponses qui s'appliquent):

États-Unis Vos exportations actuelles vers les ÉtatsUnis nécessitent-elles une licence? Oui Oui Danemark Non Espagne Estonie Asie-Pacifique Asie-Pacifique Australie Bangladesh Grèce Brunéi Chine Chine Chine Corée du Nord Corée du Sud Hong Kong (RAS de) Inde Hong Kong (RAS de) Inde Laos Macao Macao Malaisie Myanmar Nouvelle-Zélande Pakistan Allemagne Aullemagne Allemagne Belgique Croatie Allemagne Allemagne Allemagne Belgique Croatie Allemagne Allemagne Belgique Croatie Allemagne Allemagne Allemagne Belgique Croatie Associatie Associ

Affaires mondiales....Global Affairs...

Consultation publique : Renforcement proposé du régime de contrôle des exportations d'Affaires mondiales Canada

Ukraine		
Autre:		

Amérique latine et Caraïbes

Antilles néerlandaises

Argentine

Barbade

Brési

Chili

Colombie

Costa Rica

Cuba

Éguateur

Guatemala

Guvana

Affaires mondiales ... Global Affairs

Consultation publique : Renforcement proposé du régime de contrôle des exportations d'Affaires mondiales Canada

Veuillez indiquer les pays que votre organisation ou entreprise cible pour l'exportation de marchandises et de technologies contrôlées dans les

Affaires mondiales....Global Affairs...

Consultation publique : Renforcement proposé du régime de contrôle des exportations d'Affaires mondiales Canada

Panama

Pérou

République dominicaine

Saint-Kitts-et-Nevis

Salvado

Suriname

Trinité-et-Tobago

Uruguay

Venezuela

Autre:

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Algérie

Consultation publique : Renforcement proposé du régime de contrôle des exportations d'Affaires mondiales Canada

Si vous souhaitez fournir des informations supplémentaires sur les raisons pour lesquelles vous êtes d'accord ou non, veuillez le faire.

- 4. Lors de l'évaluation du risque posé par la transaction spécifiée dans une demande de licence d'exportation ou de courtage par rapport aux critères d'évaluation du TCA, comment le Canada devrait-il faire la différence entre des systèmes complets d'armes classiques (par exemple, un véhicule blindé ou un fusil) et des pièces ou composants (par exemple, une pompe à carburant pour un véhicule ou une lunette de visée d'un fusil)? Veuillez fournir des explications.
- 5. Selon vous, quels critères précis le gouvernement devrait-il utiliser pour évaluer les demandes de licence d'exportation et de courtage quant au risque que les activités d'exportation entraînent des actes graves de violence fondée sur le genre ou de violence à l'égard des femmes et des enfants?
- 6. Quelles sources d'informations fiables et fondées sur des éléments probants considérez-vous que le gouvernement de1 0 0 1 J.xiu 494.11 ndr7(e de)11(eTJET1 0 0 1 72.024 592.mpTJ6(f)-1T1 0 0 1 335.5



Canada Canada

Williams.

Consultation publique : Renford



Affaires mondiales ... Global Affairs

Consultation publique : Renforcement proposé du régime de contrôle des exportations d'Affaires mondiales Canada

Consultation publique : Renforcement proposé du régime de contrôle des exportations d'Affaires mondiales Canada

- 27. Veuillez indiquer tout autre élément du système actuel de contrôle des exportations du Canada, y compris les processus et pratiques de délivrance de licence, qui, selon vous, devrairêtre conservé
- 28. Quel est selon vous le moyen le plus efficace pour le gouvernement de tenir l'industrie au courant des modifications apportées à la réglementation en matière de contrôle des exportations?
- 29. Selon vous, le gouvernement pourrait-il fournir des informations supplémentaires ou un soutien susceptible d'aider l'industrie à se conformer à la réglementation actuelle et à celle qu est proposée en matière de contrôle des exportations?